

Une nation congolaise à venir !

Patience KABAMBA

Docteur en
anthropologie, a été
consultant au PNUD,
présentement
Professeur visiteur
à l'université de
Pennsylvanie
aux Etats-Unis
d'Amérique.
patience.kabamba
@gmail.com

Introduction

Le présent article se propose de répondre à une double interrogation : Existe-t-il une nation congolaise ? Sinon, quel rôle doivent jouer les Congolais dans la construction de cette nation ? Ma thèse est qu'il n'existe pas encore une nation congolaise et qu'il appartient aux Congolais de la construire.

Pour démontrer cette thèse, j'indiquerai d'abord les limites de certains travaux qui s'intéressent à cette problématique, aussi bien ceux qui soutiennent l'existence d'une nation congolaise que ceux qui la nient. Dans un deuxième temps, je m'intéresserai au projet léopoldien –sournoisement continué aujourd'hui par d'autres acteurs –, dont le but n'est pas de construire une nation congolaise, mais plutôt d'établir et de préserver un espace extractif au profit de la métropole (aujourd'hui synonyme des capitales de la mondialisation économique). En troisième lieu, je montrerai pourquoi la construction d'une nation congolaise digne de ce nom est une tâche sacrée dévolue d'abord aux Congolais eux-mêmes. Cela est d'autant plus vrai qu'une nation est construite sur la base d'un consensus *idéologique* partagé par ceux qui habitent le même espace. Dans le cas du Congo, un tel consensus devrait permettre au pays de passer d'une économie de rente basée sur la vente des matières premières brutes à une économie du marché où la croissance servirait à la création d'une classe moyenne. Mais, la transformation de l'économie de rente en une économie bénéficiant à la population nationale ne peut se faire qu'avec le concours d'une élite intellectuelle formée dans un système éducatif qui oriente la connaissance vers la satisfaction des besoins réels des populations et qui ne cautionne pas l'exil des cerveaux. Dans la conclusion, je suggère que le débat actuel sur l'opportunité de modifier la Constitution du

pays est un débat qui met la charrue avant les bœufs, dans la mesure où il escamote et élude la question fondamentale sur ce qui *constitue* réellement la nation congolaise, à savoir le consensus *idéologique* qui détermine le type de société dans laquelle nos enfants grandissent et s'épanouissent et où ceux qui meurent reposent en paix, après une vie décente et bien remplie.

Le Congo qui n'existe pas : "There Is No Congo!"

En mars 2009, deux éminents politologues, Jeffrey Herbst et Greg Mills, jetaient un pavé dans la marre en publiant un article intitulé "There Is No Congo" (*Le Congo n'existe pas*). En effet, pour eux, la République démocratique du Congo n'existe pas. Voici ce qu'ils écrivaient : "Le Congo n'a rien de ce qui fait un État-nation : l'interdépendance, un gouvernement en mesure d'exercer l'autorité étatique au-delà de la capitale, une culture et une langue communes qui favorisent l'unité nationale. Au lieu d'une nation, le Congo est une collection de peuples, de groupes d'intérêts et de pillards qui coexistent au mieux" ⁽¹⁾. Dans deux articles postérieurs, "Time to End Congo Charade" (*Il est temps d'en finir avec ce mensonge qu'est le Congo*) et "The Invisible State" (*L'État Invisible*), Herbst et Mills affinaient leur argument en suggérant que le Congo n'était qu'un État fantôme que la communauté internationale s'efforçait vainement d'entretenir ⁽²⁾. En considérant la violence dans laquelle est plongée le pays depuis plus de deux décennies et que le gouvernement de Kinshasa n'arrive pas à enrayer et les indices sur le développement humain, le produit national brut, la corruption et la liberté économique, Herbst et Mills en concluent que le Congo n'est pas un pays en faillite, mais un État inexistant. L'occupation de la ville de Goma, dans le Nord-Kivu, par les rebelles du M23, en novembre 2012, et l'intrusion des militants « Bakata Katanga » dans la ville de Lubumbashi, au Katanga, en mars 2013, offrent à ces politologues un exemple imparable à la théorie d'un État inexistant. Selon Herbst et Mills, la communauté internationale doit cesser de verser de l'aide dans un fonds sans

⁽¹⁾ Jeffrey HERBST et Greg MILLS, "There Is No Congo", *Foreign Policy: The Global Magazine of Economics, Politics, and Ideas* (18 mars 2009). Les articles publiés dans *Foreign Policy* peuvent être consultés sur <http://www.foreignpolicy.com>.

⁽²⁾ Jeffrey HERBST et Greg MILLS, "Time to End the Congo Charade", *Foreign Policy* (18 août 2009); "The Invisible State" *Foreign Policy* (juillet-août 2013).

fond. Plutôt que d'aider un État inexistant, elle devrait se montrer plus pragmatique et orienter son aide vers des territoires et des structures qui sont sous le contrôle effectif d'une autorité de fait, fût-elle celle des groupes armés. En bref, considérer le Congo comme un État ne serait qu'une fixation chimérique vieille de 50 ans.

Par leur position radicale, Herbst et Mills ont créé la controverse, avec plusieurs critiques leur reprochant de manquer de nuance et de rayer le Congo de la carte du monde d'un trait de plume ⁽³⁾.

Le Congo qui est trop grand pour ne pas exister : "Congo Is Too Big to Fail"

En fait, la thèse de Herbst et Mills confond les notions de nation, d'État et d'autorité étatique. D'autre part, la théorie d'un Congo ingouvernable n'est pas nouvelle. En effet, comme le souligne Mvemba Dizolele dans son pamphlet en réponse aux analyses de Herbst et Mills, les tentatives de balkaniser le Congo remontent déjà aux années 1960 ⁽⁴⁾. Dans "Congo Is too Big to Fail" (*Le Congo est trop grand pour échouer*), Dizolele montre que certaines théories modernes sur le Congo et les conséquences pratiques qui en découlent du point de vue politique ou économique participent de la même logique de balkanisation du Congo et s'inspirent du modèle conradien qui décrit le Congo comme une entité incapable de s'affranchir de l'obscurité originelle ⁽⁵⁾. Dizolele note que le Congo est sorti chaque fois plus fort des crises majeures de balkanisation et que, loin de s'effriter, la conscience nationale des Congolais s'en est trouvé renforcée. Toutefois, contre le plan réel de balkanisation et la description d'un Congo irrémédiablement ingouvernable, la réponse de Dizolele paraît émotionnelle et ressemble à un aveu d'impuissance et un cri de détresse à l'endroit de la communauté internationale. En effet, pour Dizolele, le Congo est simplement trop grand pour ne pas exister. Mais peut-on affirmer que le Congo existe comme nation ? Et que faut-il pour qu'il existe vraiment comme nation ?

⁽³⁾ Voir, par exemple, Jacques DEPELCHIN, "Erasing Congo at the Stroke of a Pen", *Pambazuka News* 429 (23 avril 2009), disponible sur <http://www.pambazuka.net>; Christoph Vogel, "Why Herbst and Mills Are Wrong About Congo's 'Invisible State'", *African Arguments* (27 juin 2013), disponible sur <http://africanarguments.org>; Ali M. Malau, "The Case for Congo", *Black Commentator* (23 avril 2009), disponible sur <http://www.blackcommentator.com>.

⁽⁴⁾ MVEMBA Phezo Dizolele, "Congo Is Too Big to Fail", *Foreign Policy* (3 septembre 2013).

⁽⁵⁾ Au sujet du modèle conradien, voir Joseph CONRAD, *Au cœur des ténèbres*, traduction de *Heart of Darkness*, Paris, Gallimard, 1925.

Loin de Herbst et Mills, mais pas trop proche de Dizolele

A première vue, on pourrait croire que ma thèse se rapproche plus de la position de Herbst et Mills (le Congo n'existe pas) que de celle de Dizolele (le Congo existe). En fait, tout en me distançant de l'une et de l'autre positions, j'épouse partiellement la conclusion de Herbst et Mills sans toutefois partager leur méthodologie et je m'appuie sur l'intuition de Dizolele, en soulignant que la nation à laquelle il fait allusion reste une tâche à accomplir, car elle n'existe pas encore. Ainsi, il me restera à montrer comment et pourquoi la construction de la nation congolaise est d'abord une tâche qui incombe aux Congolais et non à une structure vague, appelée "communauté internationale."

Herbst et Mills s'appuient sur des constats et des statistiques probants et avérés pour dépeindre la République démocratique du Congo comme un non-État. En effet, Herbst et Mills insistent sur le fait que le Congo a étonnamment été incapable d'assurer le minimum des fonctions essentielles d'un État, notamment assurer la sécurité à ses habitants ou, au moins, contrôler ses frontières. Or, il s'agit là d'une conception éminemment westphalienne de l'État, dont la fonction principale est d'assurer la souveraineté dans les limites du territoire national. Pour Herbst et Mills, il n'existe pas d'autres formes d'État que l'État westphalien qui représente une rationalité bureaucratique ayant le monopole de la violence légitime. Et pourtant, cette objectivation temporaire de l'État est évidemment en contradiction avec l'essence même des relations humaines qui sous-tendent le consensus idéologique et qui restent insaisissables, imprévisibles et flexibles, car elles se font et se refont au gré des péripéties historiques. En effet, l'État est une photographie des relations sociales à un moment donné, mais les dynamiques de ces relations sociales sont également susceptibles d'aller au-delà des formes fixes et réifiées qu'elles prennent à une période particulière. En d'autres termes, la forme de l'État est toujours contingente, et chaque État est une distillation historique des relations et des conflits sociaux élémentaires. Dans leur pragmatisme politique, Herbst et Mills réduisent le pouvoir de l'État au contrôle territorial, caractérisé par la répression et obsédé par le souci de maintenir l'ordre social plutôt que par le souci de libérer la créativité. Or, un tel type d'État trouve une de ses meilleures incarnations dans l'État colonial. C'est à se demander si les analyses conradiennes de Herbst et Mills ne trahissent pas leur nostalgie de l'État colonial, dans son ordre et sa brutalité, son efficacité et son inhumanité, sa discipline et sa répression, sa productivité et son exploitation. En fait, le Congo est un État inexistant, parce qu'il est aux prises avec les vestiges idéologiques et structurelles de l'État colonial, qui sont appelés à disparaître pour donner lieu à la naissance d'une véritable nation.

L'héritage colonial et le pouvoir comme *potestas*

L'Afrique moderne ne connaît qu'une seule représentation de l'État, à savoir, l'État colonial, dont l'exercice du pouvoir est aujourd'hui décrié. L'idée que le pouvoir est le monopole de l'État qui l'exerce de haut en bas est de plus en plus remise en question à notre époque où les réseaux alimentés par des processus de prise de décisions interactifs incluent généralement des acteurs non étatiques. Théoriquement, le pouvoir compris comme *potentia*, c'est-à-dire la puissance élémentaire par laquelle les êtres humains déploient leurs capacités productives et leurs possibilités créatives, est sans doute préférable au pouvoir compris comme *potestas*, c'est-à-dire l'obsession de l'ordre qui s'avère souvent répressive. Or, comme l'ont si bien montré Herbst et Mills, le Congo, comme symbole de l'antithèse de l'ordre social, présente tous les signes de la déliquescence du pouvoir comme *potestas*. En fait, ce que Herbst et Mills décrivent à propos du Congo n'est pas tant l'inexistence de l'État mais plutôt la déliquescence, nécessaire à mon avis, de l'État colonial ou du pouvoir comme *potestas*, laissant ainsi le champ libre à des pouvoirs opportunistes. Cependant, la disparition de l'État colonial ou de ses vestiges est la condition *sine qua non* de l'émergence de l'État congolais.

L'un des débats dans les études sur l'histoire du continent africain oppose deux points de vue, représentés, d'une part, par Ade Ajayi, éminent historien nigérian, et d'autre part par V. Y. Mudimbe ⁽⁶⁾. Pour Ajayi, l'Afrique a une histoire millénaire et c'est une erreur de la réduire aux seules années de la colonisation. Selon Ajayi, la colonisation n'est qu'un épisode dans la longue histoire de l'Afrique ⁽⁷⁾. En revanche, tout en admettant que l'histoire africaine couvre des millénaires, Mudimbe souligne qu'il faut reconnaître que, même si elle était de courte durée, la période coloniale était si intense que les Africains se considèrent et se comportent, aujourd'hui encore, comme des colonisés, sans référence aucune aux années d'avant l'assujettissement colonial. Pour Mudimbe,

(6) Ade J. F. AJAYI, "Colonialism : An Episode in African History", in Toyin Falola, ed., *Tradition and Change in Africa: The Essays of J. F. Ade Ajayi*, Trenton, NJ, Africa World Press, 2000, 165-174 ; V. Y. MUDIMBE, *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1988.

(7) AJAYI, "Colonialism : An Episode in African History", p. 174.

la conquête coloniale était différente des autres conquêtes dans le sens où elle a renversé, subverti et transformé irrémédiablement la société africaine traditionnelle ⁽⁸⁾.

Ce n'est pas mon intention de prendre position entre Ajayi et Mudimbe. Cependant, je retiens de la position de Mudimbe l'intuition que l'État en Afrique est le produit direct de la coercition coloniale. L'État africain est en fait l'État colonial transféré dans les mains des nouveaux gestionnaires, du fait des indépendances. Pour comprendre la conception de l'État et l'exercice du pouvoir en Afrique, il faut comprendre le projet colonialiste.

Selon Eric Hobsbawm, la recherche des matières premières à meilleur marché était la principale raison de l'entreprise colonialiste entre 1880 et 1914. En effet, "le développement technologique dépendait maintenant des matières premières qui, pour des raisons de climat ou de hasard de la géologie, se trouvaient exclusivement ou à profusion dans des endroits éloignés. Le moteur à combustion interne, cet enfant typique de notre époque, s'est fondé sur le pétrole et le caoutchouc [...] Les nouvelles industries électriques et automobiles dépendaient de l'un des métaux les plus anciens, le cuivre. Ses importantes réserves, et éventuellement les producteurs, étaient dans ce qu'à la fin du XX^e siècle on a appelé Tiers Monde : Chili, Pérou, Zaïre, Zambie..." ⁽⁹⁾

En Afrique, le cas du Congo est unique, en ce qu'il combine l'ambition démesurée et prédatrice de ses colonisateurs et les richesses abondantes de ses sol et sous-sol. Rien d'étonnant donc que le Congo ait été l'un des territoires les plus exploités de l'Afrique coloniale. Comme Hobsbawm le rappelle, dès la Conférence de Berlin, le Congo a été conçu comme un espace d'extraction et jamais comme un espace politique. L'État Indépendant du Congo de Léopold II, dès 1885, et la colonie belge, à partir de 1908, étaient gouvernés par le projet originel de l'extraction et de l'exploitation des matières premières. Le réseau des routes et des chemins de fer, le système de santé et d'enseignement, l'administration métropolitaine de la colonie répondent tous à la logique prédatrice du projet léopoldien, qu'Adam Hochschild a caractérisé, à juste titre, d'entreprise de pillage barbare ⁽¹⁰⁾.

⁽⁸⁾ V. Y. MUDIMBE, *The Invention of Africa*, p. 47.

⁽⁹⁾ Eric HOBBSBAWM, *The Age of Empire: 1875-1914*, New York, Vintage, 1989, p. 63.

⁽¹⁰⁾ Voir Adam HOCHSCHILD, *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa*, Boston, Houghton Mifflin, 1998.

Originellement organisé comme un environnement extractif chargé de fournir des matières premières, le Congo n'est jamais devenu une nation politiquement stable et indépendante, en dépit de son indépendance et de toutes les réformes politiques successives. En effet, à part l'Acte de Berlin, il n'y a jamais eu de consensus politique cohérent au sujet du Congo. Ainsi, le problème majeur du Congo est celui de passer d'un espace extractif à un espace politique, c'est-à-dire d'abandonner résolument le modèle léopoldien et colonial de l'État. C'est le défi auquel les Congolais sont confrontés depuis l'indépendance, mais il a ses racines dans la stratégie originelle d'organisation politique et économique du Bassin du Congo. Contrairement à ce que suggèrent certaines analyses simplistes, relever ce défi n'est pas une sinécure, car il impose d'opérer de profonds changements structurels ou, comme le dit Mudimbe, de "tuer l'odeur du père".

A ce jour, le Congo en est encore à négocier avec un succès vidé de sa substance, en essayant de rendre viable un espace extractif sans un consensus politique cohérent. L'histoire du Congo indépendant est, en fait, jalonnée de tentatives d'affranchissement de l'héritage colonial. Il est vrai que ces tentatives n'ont jamais complètement réussi, débouchant sur ce que l'on pourrait appeler un État avorton.

L'aide au développement et les solutions éphémères

En dépit des défis énormes, il appartient au peuple congolais de déterminer sa propre destinée et de se libérer des contraintes extérieures, de réduire ses divisions internes et de s'unir afin de construire une nation digne de son génie culturel et social et à la mesure des potentialités économiques de son sol et de son sous-sol.

Cependant, certaines études récentes sur l'Afrique suggèrent que les Africains sont incapables d'apporter des solutions durables aux problèmes politiques et économiques qui affectent le continent. D'autres études, par contre, soutiennent que, pour un développement intégral et intégré, l'Afrique peut et doit se passer de toute aide extérieure, notamment lorsque celle-ci perpétue des mécanismes colonialistes ou néo-colonialistes. Toutes ces études ont la caractéristique commune de proposer des solutions éphémères aux problèmes examinés.

En effet, au cours des dernières décennies, l'intérêt académique pour le Congo a été soutenu par des jeunes chercheurs occidentaux qui sont arrivés au Congo en tant que travailleurs ou consultants des ONG et qui, soucieux de résoudre les problèmes auxquels ils faisaient face, ont poursuivi des études doctorales en science politique, en se spécialisant sur le Congo. Mais, comme James Ferguson l'a fait remarquer, ces chercheurs ne se démarquent pas assez

du modèle des ONG qui, généralement, envisage le problème comme étant interne et la solution externe ⁽¹¹⁾. Or, comme Zambakari et Mamdani l'ont montré, on ne peut pas importer et imposer des solutions venues d'ailleurs ⁽¹²⁾. Pour qu'une solution soit durable, elle doit être conçue localement ou, tout au moins, s'enraciner dans le contexte local. Ceci est spécialement vrai lorsqu'il s'agit de l'aide internationale en matières politique et économique, qui ne peut être efficace que lorsqu'elle vient renforcer une dynamique interne existante.

L'aide extérieure accordée aux pays africains est l'objet de nombreuses recherches, aux résultats souvent contrastés. On peut, à cet égard, présenter trois orientations. La première orientation est celle que prend Jeffrey Sachs qui estime que l'Afrique ne peut jamais sortir, d'elle-même, de la pauvreté structurelle dans laquelle elle est plongée ⁽¹³⁾. En effet, pour Sachs, l'Afrique est prise dans le "piège de la pauvreté" (*pauvreté trap*), d'où elle ne peut s'affranchir d'elle-même. Selon Sachs, pour sortir l'Afrique du "piège de la pauvreté", il faut injecter dans son économie des milliards de dollars qui lui permettent de s'affranchir de l'indigence d'ici à l'horizon 2025. Lorsqu'on objecte à Sachs que des milliards de dollars avaient déjà été injectés dans les pays africains, comme l'ancien Zaïre, et n'y avaient pas produit les résultats escomptés, il répond que de nos jours il y a un nouveau type de leadership en Afrique et qu'il y a moyen de contrôler les dépenses et d'aboutir à des résultats positifs. Mais, l'objection la plus radicale à la position de Sachs provient de l'économiste zambienne, Dambisa Moyo, qui prend une orientation aux antipodes de celle de Sachs.

Dans *Dead Aid*, Dambisa Moyo soutient que l'aide extérieure est inhibitrice de toute initiative de produire des revenus par soi-même ⁽¹⁴⁾. Pour Moyo, l'aide extérieure tue l'économie du continent, en favorisant la dépendance et la corruption, tout en perpétuant la pauvreté. Dans un sens, puisqu'il est paradoxalement un frein au développement, elle devrait carrément être supprimée. En effet, Moyo estime que, sans aide extérieure, l'Afrique serait obligée de prendre des initiatives plus originales

⁽¹¹⁾ James FERGUSON, *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge: Cambridge University Press 1990, p. 70.

⁽¹²⁾ Mahmood MAMDANI, "Commercialization is Killing Makerere University", *Pambazuka News* 495 (9 septembre 2010), disponible sur <http://www.pambazuka.net>; Christopher Zambakari, "Africa and the Poverty in Knowledge Production", *Pambazuka News* 556 (3 novembre 2011), disponible sur <http://www.pambazuka.net>.

⁽¹³⁾ Jeffrey SACHS, *The End of Poverty: How We Can Make It Happen in Our Lifetime*, New York, Penguin Books, 2005.

⁽¹⁴⁾ Dambisa MOYO, *Dead Aid : Why Aid is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2009. Traduction française : *L'aide fatale : Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2009.

en faveur de son économie, notamment en maximisant ses revenus internes. Partisane d'une aide zéro, Moyo a injecté de nouveaux paramètres dans la discussion sur les relations internationales et sur la culture de l'aide au développement.

Il va de soi que la position de Jeffrey Sachs pêche par son optimisme et celle de Dambisa Moyo occulte les succès relatifs de l'assistance au développement ⁽¹⁵⁾. Une position qui semble réconcilier ces deux extrêmes est proposée par Paul Collier qui, dans son ouvrage *The Bottom Billion*, plaide pour une aide internationale spécialement adaptée au contexte du milliard d'individus habitant une soixantaine de pays, spécialement africains, qui s'effondrent et qui sont à la traîne du développement ⁽¹⁶⁾. Selon Paul Collier, l'aide internationale doit prioritairement être orientée vers les pays qui sont dans des pièges qui endiguent leur développement (*development traps*), à savoir : le piège des guerres civiles (*conflict trap*), la malédiction des ressources humaines (*natural resource trap*), le piège de l'enclavement territorial et le piège de la mauvaise gouvernance.

Comme plusieurs critiques l'ont noté, l'étude de Collier repose sur une analyse biaisée établissant une relation de cause à effet entre conflits, ressources naturelles, position géographique, d'une part, et pauvreté et sous-développement, d'autre part ⁽¹⁷⁾. Collier ignore, par exemple, les effets durables de la traite négrière dans la déliquescence de l'économie traditionnelle, de l'Acte de Berlin dans la délimitation des frontières et l'émergence des conflits régionaux, de la colonisation dans le conditionnement culturel. Enfin, dans sa recherche d'efficacité et de succès à tout prix, il finit par considérer l'aide au développement et la démocratie comme des programmes qu'il faut imposer, au besoin par la force.

Le point commun entre les positions de Jeffrey Sachs, Dambisa Moyo et Paul Collier sur l'aide au développement est leur ignorance criante ou leur manque de valorisation (*empowerment*) du sujet africain. En effet, Sachs, Moyo et Collier ne prennent pas sérieusement en compte le rôle des Africains dans la réalisation des

⁽¹⁵⁾ Sur l'idéalisme de Sachs, voir Nina MUNK, *The Idealist : Jeffrey Sachs and the Quest to End Poverty*, New York, Doubleday, 2013.

⁽¹⁶⁾ Paul COLLIER, *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007. Paul Collier caractérise les pays des "Bottom Billion" comme des pays "falling apart and falling behind" (pp. 3-16) et en donne une liste dans *Wars, Guns, and Votes: Democracy in Dangerous Places*, New York, Harper Perennial, p. 239.

⁽¹⁷⁾ Lire, par exemple, la critique de William EASTERLY, "An Ivory Tower Analysis of Real World Poverty", *The Lancet* 370 (octobre 2007), pp. 1475-1476.

projets qu'ils promeuvent. En revanche, ils approchent le problème de l'aide au développement en se focalisant sur les acteurs externes, qu'il s'agit d'illuminer, de remotiver ou de réorienter. Ce faisant, ils passent à côté du problème fondamental qui affecte la plupart des projets de développement en Afrique : l'ignorance de l'acteur africain et du contexte postcolonial. En fait, ils ne réalisent pas que ce qui ne marche pas, ce n'est pas tant l'aide au développement, mais une aide au développement investie dans le contexte déliquescents de l'État colonial, avec ses pièges sournois qui inhibent, freinent ou corrompent tout projet de développement authentique. En ce sens, ces chercheurs n'offrent que des solutions éphémères aux problèmes de développement qu'ils analysent ⁽¹⁸⁾.

Une exception partielle dans ce genre d'études est l'analyse exemplaire que Séverine Autessere fait dans son livre *The Trouble With the Congo* ⁽¹⁹⁾. D'entrée de jeu, Autessere remarque que la plupart des conflits au Congo ont leurs racines dans des conflits de légitimité concurrents au niveau local. C'est parce qu'elle néglige ce niveau local d'engagement, en faveur des accords nationaux et régionaux, que la communauté internationale ne parvient pas à répondre adéquatement aux principales causes des conflits qui rongent l'Est du Congo.

Cependant, tout en insistant sur la prise en compte du contexte et des acteurs locaux, Autessere néglige de mettre en relief le rôle de l'héritage colonial dans l'émergence et la persistance de ces conflits, même si elle note que "l'État congolais reste une structure de prédation, comme elle l'a été pendant la majeure partie de son histoire" ⁽²⁰⁾. En minimisant un des aspects qui ont présidé à la déstructuration originelle du tissu social congolais, Autessere montre, par l'absurde, combien les solutions importées s'avèrent inadéquates à résoudre les conflits endémiques qui rongent l'Est du Congo.

D'autre part, à la suite de Sachs, Moyo et Collier, Autessere se focalise sur les responsabilités de la communauté internationale, suggérant ainsi que la résolution des conflits à l'Est du Congo est une affaire des acteurs externes. Et pourtant, une paix durable au Congo ne peut

⁽¹⁸⁾ Voir Theodore TRE-FON, *Congo Masquerade: The political Culture of Aid inefficiency and Reform Failure*, New York, Zed Books, 2011 et William EASTERLY, *The White Man's Burden: Why the West's efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, New York, Penguin Books, 2006. Traduction française : *Le fardeau de l'homme blanc : L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Paris, Markus Haller, 2009.

⁽¹⁹⁾ Séverine AUTESSERE, *The Trouble With the Congo : Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

⁽²⁰⁾ Séverine AUTESSERE, *The Trouble With the Congo*, p. 18.

être construite, renforcée et soutenue que par les Congolais eux-mêmes. Il est en effet naïf de croire que le fardeau d'une résolution durable de la situation à l'Est du Congo reviendra aux non-Congolais, en l'occurrence aux Nations Unies.

L'ignorance, subtile ou avouée, du contexte et des acteurs locaux que nous avons soulignée dans les discours des africanistes cache en réalité un refus de s'informer adéquatement sur l'Afrique, notamment en ignorant les auteurs africains les plus éminents de notre temps et en inventant des alternatives de développement de plus en plus fantaisistes. Il est en effet rare de trouver chez les africanistes un engagement réel avec les propositions d'analyses produites, par exemple, par Mudimbe, Mbembe, Mbokolo, Mamdani ou AbdouMalik Simone.

Bien que les recherches des africanistes aboutissent à des descriptions et des observations précises, elles ne peuvent s'inscrire dans une perspective transformatrice à long terme que si elles reconnaissent le bilan d'échec du modèle de développement colonial et prennent en compte de manière effective la responsabilité des Africains dans l'émergence d'une société nouvelle.

La thèse développée dans cet article est qu'il n'existe pas encore de nation congolaise digne de ce nom, car le Congo est une nation à venir et à construire. Sur ce point, ma thèse rejoint les analyses de nombreux africanistes. Cependant, ma thèse s'éloigne de ces analyses dans la mesure où elle induit que la construction de cette nation incombe d'abord aux Congolais qui doivent l'imaginer sur la base d'un consensus politique authentique. En effet, c'est par un consensus politique authentique que pourra s'opérer le passage d'une économie de rente à une vraie économie du marché, la réorientation du rôle de l'élite et des intellectuels et la mise en place d'un système éducatif qui corresponde aux ambitions de la nation à construire.

De l'économie de rente à l'économie du marché

Une des caractéristiques des pays africains nouvellement indépendants, c'est qu'ils ont conservé des structures économiques mises en place par le pouvoir colonial. Or, comme l'a montré Hobsbawm, ces structures étaient destinées à faciliter l'acheminement des matières premières sur le marché mondial, tout en maintenant les pays fournisseurs en dehors de ce marché. Ces structures économiques extractives ont été maintenues, protégées et perfectionnées par l'administration coloniale pendant la période coloniale et par les dirigeants africains après les années des indépendances. De ce point de vue, après l'indépendance, les pays africains étaient devenus ce que Frederick Cooper appelle les "gate-keeper states", c'est-à-dire des structures d'exploitation néocoloniale, dont la principale caractéristique était de concilier l'instabilité des

politiques internes avec l'influence des facteurs politiques externes⁽²¹⁾. Ainsi, l'économie de l'Afrique postcoloniale se présente comme une économie à tous points de vue extravertie, opérant à l'avantage des puissances coloniales ou des multinationales qui en dépendaient. A ce sujet, l'exemple du Congo, avec son coltan, son uranium, son or, son diamant, son cuivre ou sa cassitérite, confirme la continuité et la persistance des objectifs économiques colonialistes et néocolonialistes.

Au cœur du projet de construction de la nation congolaise se trouve donc le défi de passer d'une économie de rente de type coloniale à une économie de marché capable de faire profiter d'abord aux populations congolaises les richesses dont regorge leur pays. En particulier, ce défi implique de passer de l'exportation des matières premières à une économie ouverte qui crée de la valeur en misant sur les ressources humaines et naturelles du pays afin d'assurer une autonomie et une autosuffisance collectives. A long terme, une telle économie doit s'affranchir de la tutelle des institutions financières internationales qui perpétuent sournoisement l'économie de rente qui avait cours à la suite de la Conférence de Berlin et sous la colonisation.

Un nouveau rôle pour l'élite

En principe, le rôle de l'élite intellectuelle dans le processus de la transformation de l'économie ne peut pas être sous-estimé. Or, un des résultats les plus alarmants de l'organisation politique et économique de l'Afrique postcoloniale, en général, et du Congo, en particulier, est le triste sort réservé à l'élite intellectuelle. Comme l'ont si bien montré Fabien Eboussi Boulaga et Ambroise Kom, à la suite de Frantz Fanon, les circonstances et l'état des choses en Afrique postcoloniale ont fait de l'intellectuel un vrai acteur de l'aliénation⁽²²⁾. Corrompu ou clochardisé, l'intellectuel africain est devenu ce qu'Eboussi qualifie de pseudo-intellectuel ou d'intellectuel exotique, c'est-à-dire "un être qui ne s'accepte pas, qui élude la confrontation sérieuse avec lui-même et avec le modèle auquel il s'est identifié au mépris de soi et des siens. Il n'est nulle part, à force de vouloir être partout"⁽²³⁾.

(21) Frederick COOPER, *Africa Since 1940 : The Past and the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 5.

(22) Fabien EBOUSSI BOULAGA, "L'intellectuel exotique", *Politique Africaine* 51 (1993), pp. 26-34; Ambroise KOM, "Intellectuels africains et enjeux de la démocratie : Misère, répression et exil", *Politique Africaine* 51 (1993), pp. 61-68. Voir aussi Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961.

(23) Fabien EBOUSSI BOULAGA, "L'intellectuel exotique", p. 32.

Précisément parce qu'il n'est nulle part, l'intellectuel exotique est foncièrement étranger à sa propre culture, à son milieu originel et aux besoins de son peuple. Puisque son projet n'est plus la recherche de la vérité, mais la survie dans un milieu exogène, il s'évertue à "s'intégrer dans les réseaux administratifs, à entrer dans les circuits où se stockent et se redistribuent les biens rares, les honneurs et les plaisirs" (24).

(24) Fabien EBOUSSI BOU-LAGA, "L'intellectuel exotique", p. 31.

Mais, le drame de cette aliénation trouve une expression concrète dans l'exode massif des intellectuels qui ne sont, pour ainsi dire, mieux qu'ailleurs. Ambroise Kom a admirablement expliqué comment les stratégies néocoloniales mises en œuvre aux lendemains des indépendances programmaient les fuites des cerveaux en même temps qu'elles apprivoisaient les intellectuels les plus opportunistes. En particulier, Kom notait que c'était Mobutu qui avait inauguré ce courant qui allait se développer ailleurs un peu plus tard, obligeant l'intelligentsia locale à se déterminer vis-à-vis du pouvoir et du parti unique. En effet, Kom écrit : "En contraignant la plupart des cadres les plus brillants à faire place nette, Mobutu va alors s'entourer des diplômés plus opportunistes qui sauront gré au pouvoir de les sortir du néant en leur confiant des postes de responsabilités dans les hautes sphères du pouvoir économique, politique et social" (25).

(25) Ambroise KOM, "Intellectuels africains et enjeux de la démocratie", p. 63.

Or, il convient de souligner que la place de l'élite congolaise est au Congo, où elle est appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'émergence d'une nation aux ambitions de sa destinée. Il s'agira donc de créer un environnement qui réhabilite et valorise l'intellectuel, en reconnaissant sa place et son rôle dans la reconstruction de la nation. En particulier, c'est la responsabilité des intellectuels congolais d'offrir une alternative aux études qui émasculent les Africains, en proposant une littérature théoriquement sophistiquée, empiriquement fondée, ethnographiquement et historiquement riche. C'est en cela que consiste le vrai "fardeau de l'homme noir" : la responsabilité inaliénable de façonner l'avenir de leur nation pour bâtir un pays plus beau qu'avant et en léguer la grandeur à leur postérité (26).

(26) Cf. les paroles de l'hymne national de la RDC.

Un système éducatif aux ambitions de la grande nation à construire

La passation de flambeau entre l'élite et la postérité requiert un système éducatif ambitieux qui encourage la jeunesse à investir son capital intellectuel dans le pays plutôt qu'ailleurs. Evidemment, comme le souligne Kom, la complexité des situations répressives et un environnement anti-démocratique sont tout aussi responsables de l'exode des cerveaux que le contenu des programmes d'études. Cependant, il reste vrai que les programmes d'études suivis dans nos écoles sont tels qu'ils rendent les récipiendaires étrangers au contexte local et incapables d'opérer des choix transformationnels en matière de développement.

Pour répondre au défi de la construction de la nation congolaise, la réforme du système éducatif devra impérativement s'assurer que l'éducation impartie enracine les jeunes dans leur milieu plutôt que de les disposer et de les inciter à quitter le pays. En effet, le programme suivi actuellement en République démocratique du Congo dispose le récipiendaire à être plus à l'aise à Paris ou à Bruxelles qu'à Popokabaka ou à Kanyabayonga (RDC). Si, dès la tendre enfance, les élèves congolais apprenaient de manière rigoureuse et disciplinée la faune et la flore de leurs écosystèmes, la composition géologique et minéralogique de leur sol et sous-sol, ils maîtriseraient mieux leur environnement et proposeraient des solutions de transformation informées sur leur région. C'est de cette connaissance enracinée que découleront l'attachement à leur terroir, la loyauté envers leur peuple et leur patrie ; bref, les sentiments essentiels qui promeuvent un nationalisme sain. En effet, lorsque l'enracinement est émotionnellement, affectivement et intellectuellement assuré, l'exil n'est plus la seule option qui s'impose.

Conclusion

Comme Herbst et Mills l'ont suggéré, l'État congolais n'existe pas, car nous sommes en présence des vestiges de l'État colonial, appelé à disparaître. En effet, ce n'était pas l'intention des puissances coloniales de construire en Afrique des États dignes de ce nom, mais plutôt des structures organisées pour fournir les matières premières nécessaires au développement des métropoles. Ainsi, la déliquescence actuelle de l'État au Congo représente, pour nous, une étape nécessaire dans l'évacuation de l'État colonial.

Alors que Dizolele considère que le Congo est peut-être trop grand pour être gouverné, mais trop petit pour être divisé, j'estime, pour ma part, que nous avons affaire à une nation à venir et que la tâche de sa construction incombe d'abord aux Congolais. La construction de cette nation requiert la

créativité de la part des Congolais qui, par un consensus politique, devront s'unir pour dégager, grâce à leurs capacités créatrices et imaginatives, les potentialités de leur pays au-delà du projet colonial léopoldien, c'est-à-dire en les faisant profiter d'abord aux populations du Congo. Il s'agit de privilégier le pouvoir conçu comme *potentia* en lieu et place du pouvoir exercé comme *potestas*. Le premier libère la créativité et l'imagination, le second les contrôle et les inhibe ; le premier intègre et valorise, le second aliène et marginalise ; le premier développe et enrichit, le second exploite et appauvrit.

Les analystes les plus avertis notent que les problèmes du Congo sont nombreux, profonds et complexes. Cependant, peu en identifient la vraie cause ou source, à savoir la persistance, subtile ou violente, du projet léopoldien qui était basé prioritairement sur l'exploitation des ressources naturelles du Congo et qui est aujourd'hui continué par de multiples "gardiens des structures coloniales". Dans cet essai, j'ai proposé trois axes essentiels susceptibles d'aider le Congo à (re)commencer à se reconstruire comme nation : la transformation d'une économie de rente en une vraie économie de marché qui profite d'abord aux populations du Congo ; la revalorisation de l'élite intellectuelle pour permettre à ce que le Congo bénéficie du capital intellectuel investi dans ses fils et filles ; la réforme du système éducatif afin de le rendre adéquat, pertinent et à la hauteur des ambitions du pays. ■